

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Agenda item 4.81

CX/CAC 26/49/10 Add.1 Rev.

June 2026

Original language only

JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION

Forty-ninth Session

CICG, Geneva, Switzerland

6-10 July 2026

TITLE

Submitted by

*Brazil, Chile, Côte d'Ivoire, Egypt, Iraq, Norway, Peru, Philippines, Saudi Arabia,
United Arab Emirates and the United States of America (USA)*

BACKGROUND

1. This document compiles the comments on the standards and related texts submitted to CAC49 for final adoption, as indicated in the relevant circular letter (CL 2026/39-CAC). The comments include those received through the Codex Online Commenting System (OCS)¹, or via email by the time this document was issued.
2. The comments in response to CL 2026/39-CAC is shown in Appendix I.

EXPLANATORY NOTES ON APPENDIX I

3. The comments received are presented in a table format, with two columns as follows:
 - **First column** – Presents the comments with the rationale.
 - **Second column** – Presents the provider of the comments (name of Member or Observer).

¹ OCS is an online tool that enables Codex Contact Points to submit comments on draft texts in a standardised way, thus providing more transparency and better management of comments on different Codex texts as requested through Circular Letters. Since its launching at CAC39 (2016), the OCS has been used for different Codex Committees.

COMMENTS IN REPLY TO CL 2026/39-CAC

GENERAL COMMENTS

COMMENT	MEMBER/ OBSERVER
<p>Position de la Côte d'Ivoire sur les travaux du Comité du Codex sur le Poisson et les Produits de la Pêche (CCFFP)</p> <p>1. Introduction et position générale</p> <p>La République de Côte d'Ivoire, par l'entremise de ses services compétents, exprime sa gratitude au Comité du Codex sur le Poisson et les Produits de la Pêche (CCFFP) ainsi qu'au Programme mixte FAO/OMS pour les normes alimentaires pour l'ensemble des travaux menés à bien.</p> <p>La Côte d'Ivoire apporte son plein soutien aux décisions et conclusions du CCFFP37 et préconise l'adoption du projet de norme relatif aux produits d'algue <i>Porphyra</i> (conversion de la norme régionale CXS 323R-2017 en norme mondiale) à l'étape 5 lors de la 49e session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC49).</p> <p>Cette norme constitue une avancée majeure pour l'harmonisation internationale des exigences en matière de sécurité alimentaire, de qualité et de commerce des produits à base d'algues comestibles. Elle fournit un cadre normatif clair, notamment en ce qui concerne les contaminants, les critères microbiologiques, l'hygiène et l'étiquetage.</p> <p>Examen des Normes Relatives au Poisson et aux Produits de la Pêche (Point 3)</p> <p>La Côte d'Ivoire soutient pleinement les initiatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise à jour des textes Codex afin d'assurer l'exactitude taxonomique, la cohérence et l'actualisation des informations. • Les corrections apportées aux normes relatives au saumon et au thon, l'intégration de nouvelles espèces, ainsi que les dispositions relatives aux contaminants, à l'hygiène, au poids et mesures, aux méthodes d'analyse, aux défauts et à l'acceptation des lots. • Les conclusions formulées aux points 72 à 76 du CCFFP37. <p>Questions à Examiner par la Commission du Codex (Point 4)</p> <p>Le soutien à CXS 193-1995 en tant que référence unique pour les contaminants.</p> <p>La justification de l'utilisation du 4-hexylrésorcinol (INS 586) comme traitement post-récolte.</p> <p>L'élaboration de plans d'échantillonnage scientifiques pour la surveillance de l'histamine.</p> <p>La mise à jour du CXC 52-2003 et autres textes, sous réserve des décisions du CAC49 relatives à l'Annexe II (eau dans la production alimentaire).</p> <p>Informations sur les Activités FAO/OMS (Point 5)</p> <p>La Côte d'Ivoire exprime sa gratitude et ses remerciements à la FAO et à l'OMS pour leurs travaux sur les normes et les systèmes de surveillance alimentaire, qui revêtent une importance capitale pour la sécurité des consommateurs.</p> <p>Nouvelles Propositions de Travaux sur les Algues (Point 6)</p> <p>La Côte d'Ivoire soutient pleinement les décisions prises lors du 37ème Comité du Codex Alimentarius sur les Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (CCFFP37) et s'aligne sur les propositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le développement et l'approfondissement des propositions avant leur soumission au Comité du Codex Alimentarius sur les Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (CAC). • La création d'un groupe de travail, ouvert à tous les participants, chargé d'analyser les lacunes existantes et d'établir un cadre de travail pour les travaux futurs. 	Côte d'Ivoire

<ul style="list-style-type: none"> • La révision des documents de discussion et des projets relatifs à l'élaboration d'un code de bonnes pratiques pour la production d'algues marines. • Les suggestions de modification du mandat et du nom du Comité du Codex Alimentarius sur les Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (CCFFP). <p>Propositions spécifiques pour les travaux futurs (observations complémentaires)</p> <p>La Côte d'Ivoire suggère que la Commission du Codex Alimentarius et le Comité du Codex Alimentarius sur les Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (CCFFP) prennent en considération les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une extension progressive du champ d'application du code de bonnes pratiques aux algues marines tropicales d'intérêt régional, telles que l'Ulva, la Gracilaria et le Sargassum. • Une adaptation des méthodes d'analyse et des limites pour les contaminants, notamment les métaux lourds, afin de tenir compte des caractéristiques spécifiques des eaux du Golfe de Guinée. • valorisation du Sargassum, en reconnaissant son potentiel économique, environnemental (notamment en matière de séquestration du carbone et d'aquaculture verte), ainsi que son importance pour la sécurité alimentaire et la création d'emplois, notamment pour les femmes. • La mise en place de mesures d'accompagnement pour les pays en développement, telles que des périodes de transition, une assistance technique et l'utilisation de méthodes accessibles et peu coûteuses. <p>Conclusion</p> <p>La Côte d'Ivoire estime que le projet de norme est prêt pour adoption à l'étape 5, à condition que les observations susmentionnées soient consignées dans le rapport de la Commission du Codex Alimentarius pour l'Afrique (CAC49) et prises en considération dans les travaux ultérieurs du Comité du Codex Alimentarius pour les Produits de la Pêche (CCFFP). La Côte d'Ivoire demeure disposée à contribuer activement aux discussions futures relatives aux normes concernant les algues marines et les produits de la pêche.</p>	
--	--

COMMENTS AT STEP 5 ON THE STANDARD FOR LAVER PRODUCTS

COMMENT	MEMBER / OBSERVER
Brazil supports the adoption of the proposed standard in the later stages of the Codex procedure.	Brazil
<p>Chile acoge con satisfacción la oportunidad de comentar sobre el Proyecto de Norma para Productos de Laver (Pyropia y Porphyra) y está a favor de adoptarlo en el Paso 5. Chile considera que el Comité del Codex sobre Pescado y Productos Pesqueros (CCFFP) en su trigésima séptima sesión ha realizado una revisión técnica detallada del texto y hay un buen acuerdo entre los Miembros sobre el contenido del texto, por lo que el proyecto está maduro. Esta norma es importante para Chile ya que es uno de los primeros trabajos regulatorios del Codex para algas destinadas al consumo humano. Además, este proyecto está en línea con el creciente interés internacional en las normas del Codex para algas y otros alimentos acuáticos, lo cual fue un tema de la 37ª sesión del Comité del Codex sobre Pescado y Productos Pesqueros (CCFFP37).</p> <p>Por lo tanto, Chile apoya la implementación del Proyecto de Norma para Productos de Laver en el Paso 5 y continuará trabajando con el Comité del Codex sobre Pescado y Productos Pesqueros para mejorar el texto en el futuro.</p>	Chile
<p>Conversion de la Norme Régionale sur les Produits d'Algue Porphyra en Norme Mondiale (Point 2 de l'ordre du jour)</p> <p>La Côte d'Ivoire soutient les positions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inclusion du genre Porphyra : La Côte d'Ivoire préconise un élargissement limité du champ d'application de la norme afin d'inclure le genre Porphyra. Il est reconnu que Porphyra et Pyropia sont des genres étroitement apparentés, bénéficiant 	Côte d'Ivoire

<p>d'une longue tradition de consommation. Toutefois, la Côte d'Ivoire sollicite la fourniture d'informations justificatives complémentaires afin d'étayer cette proposition.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'élargissement large à diverses espèces d'algues comestibles : La Côte d'Ivoire s'oppose à un élargissement significatif du champ d'application de la norme à diverses espèces d'algues comestibles, en raison des différences substantielles observées dans les modes de transformation, de consommation, les risques potentiels et les exigences de qualité. • Maintien des dispositions actuelles excluant les produits nori humides : La Côte d'Ivoire préconise le maintien des dispositions actuelles excluant les produits nori humides du champ d'application de la norme. Il est impératif que la norme précise explicitement qu'elle s'applique exclusivement aux produits de type nori séchés afin d'éviter toute confusion potentielle liée aux différences physico-chimiques, microbiologiques, à la teneur en humidité et à la présence d'additifs. • La Côte d'Ivoire préconise l'amélioration des statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en suggérant la ventilation des données relatives à la production et à la commercialisation par espèces. Cette initiative permettrait d'optimiser la traçabilité des produits et d'accroître la compréhension du marché des algues comestibles. <p>La Côte d'Ivoire apporte son soutien aux sections spécifiques suivantes : 2.3 (Types de produits/Ingrédients facultatifs), 4 (Additifs), 5 (Contaminants), 6 (Hygiène), 7.1 (Contenu net), 8.1 (Nom des produits), 8.2 (Étiquetage), 9 (Emballage) et 10 (Méthodes d'analyse), ainsi qu'aux points 47 et 48.</p>	
<p>Egypt highly appreciates the constructive work and extensive efforts exerted in preparing the "Draft Standard for Laver Products." We fully support the adoption of the draft standard at Step 5, as we consider it well-prepared, technically sound, and ready for adoption.</p>	<p>Egypt</p>
<p>Yes to adoption at step 5</p>	<p>Iraq</p>
<p>We support adoption at step 5.</p>	<p>Norway</p>
<p>COMENTARIO GENERAL:</p> <p>El Perú agradece a la Comisión Codex Alimentarius (CAC), por el esfuerzo emprendido a la fecha y como parte de nuestra atención y brindado la respuesta al documento Carta Circular CL 2026/39-CAC los miembros de la Comisión Técnica Nacional sobre Pescado y Productos Pesqueros, refieren que, la norma al encontrarse en trámite 5 se ha procedido a evaluar si el proyecto está listo para su adopción. A continuación, presento la propuesta de Posición País aprobada por la mayoría de nuestro comité técnico CCFFP:</p> <p>El Perú acepta que se inicie la adopción de la norma en trámite 5 y reconoce la alta relevancia comercial, así como, el consumo global de las algas del género Pyropia, sin embargo, considerar que elevar un estándar regional enfocado de manera exclusiva en un solo género a nivel de Norma Mundial puede generar obstáculos innecesarios al comercio para otras macroalgas comestibles. El Perú no solicita la desestimación del trabajo, sino que inicie la adopción en el Trámite 5, y que se evalúe la incorporación de salvaguardas técnicas y taxonómicas que aseguren el enfoque mundial, inclusivo y equitativo.</p> <p>Debemos señalar que, diversos países miembros, incluidos los de la región de América Latina y el Caribe (CCLAC), poseen una creciente industria y oferta exportable de productos a base de otras macroalgas destinadas al consumo humano. Una norma internacional debe reflejar la diversidad global y no restringir el mercado considerando productos específicos que correspondan únicamente a una realidad geográfica o industria en particular.</p> <p>Para garantizar una armonización internacional genuina, el marco regulatorio del Codex debe ser inclusivo y basarse en los principios generales aplicables a las macroalgas comestibles en su conjunto, asegurando parámetros de inocuidad (como límites de contaminantes o criterios microbiológicos) adaptables a otras especies con perfiles de riesgo similares.</p>	<p>Peru</p>

<p>Ahora bien, procedemos a presentar una propuesta, la cual respeta tanto el interés de los países proponentes, así como la soberanía comercial de los países con diversidad de recursos; entonces nuestro Perú propone lo siguiente:</p> <p>COMENTARIOS ESPECÍFICOS</p> <p>1. Proponer que se reestructure la norma para transformarla en una "Norma General o Directriz Mundial para Productos a Base de Macroalgas Comestibles", estructurándola en secciones, conforme lo establece el MANUAL DEL PROCEDIMIENTO (30° Versión 2025). La Sección A abordaría los puntos específicos de Pyropia (cumpliendo el interés del proponente) y la Sección B o anexos subsiguientes quedarían abiertos para incorporar progresivamente otros géneros de macroalgas mediante el envío de datos científicos.</p> <p>2. Por otro lado, si el Plenario insta en mantener el enfoque exclusivo en Pyropia, solicitamos la inserción de una Nota al Pie en la Sección 1 (Ámbito de Aplicación) que textualmente declare:</p> <p>"La presente norma se aplica exclusivamente a los productos del género Pyropia. Los Estados miembros podrán aplicar criterios mutuos o directrices armonizadas equivalentes para el comercio de productos derivados de otros géneros de macroalgas comestibles, garantizando que esta norma no sea utilizada como base para restringir el acceso a mercado de otras especies de algas."</p> <p>3. Adicional a ello, solicitamos formalmente a la Comisión que el documento se mantenga en el trámite 5 y se continúe debatiendo incluyendo a expertos de diferentes regiones para fusionar o ampliar los requisitos de calidad e inocuidad, invitando a los países a remitir datos al JECFA sobre otras macroalgas en las próximas sesiones de trabajo.</p> <p>4. Perú solicita que se elabore una norma que nos ayude a asegurar la aplicación de prácticas equitativas en el comercio de este producto, favorecer la armonización de los requisitos de las macroalgas y, de esta forma, facilitar el comercio internacional. El Codex debe considerar la legislación inclusiva y para la diversidad mundial; en este documento demos apertura a un camino para que las macroalgas de las regiones de América y otras regiones comerciales tengan un espacio de convivencia inclusiva y equitativa.</p>	
<p>The Philippines supports the adoption at Step 5 of the Standard for Laver Products, as submitted by the 37th Session of the Codex Committee on Fish and Fishery Products (CCFFP37). The Philippines is of the view that the proposed draft standard has undergone technical review by the CCFFP member countries and contains the necessary technical provisions to support its advancement in the Codex step procedure.</p> <p>Furthermore, the Philippines considers that the draft standard is sufficiently mature for adoption at Step 5 in accordance with the Subsequent Procedure Concerning the Possible Extension of the Territorial Application of a Standard as outlined in the Procedural Manual.</p>	Philippines
<p>Saudi Arabia supports the advancement of the Draft Standard for Laver Products to the next step. The draft provides an appropriate basis for harmonizing quality and labelling requirements for laver products.</p>	Saudi Arabia
<p>United Arab Emirates (UAE) would like to congratulate the successful CCFFP37 th meeting by correspondence and the efforts done to conclude the dedicated work. However, UAE does not support the adoption of the draft standard for laver products at this stage. As highlighted, CCFFP37 agreed to advance the draft with key sections remaining in square brackets and outstanding technical issues to be addressed through an EWG. In line with the need to ensure robust, complete, and consensus-based standards, the UAE considers that adoption should be deferred until the EWG has completed its work and all outstanding issues are resolved. We therefore recommend postponing adoption until the text is finalized and consensus is achieved.</p>	United Arab Emirates
<p>The United States supports adoption at Step 5 and plans to participate in the Electronic Working Group to resolved the outstanding issues in bracketed text.</p>	USA